

Jérémy Guedj, *Le miroir des désillusions. Les Juifs de France et l'Italie fasciste (1922-1939)*, Paris, Classiques Garnier, 2011.

Nina Valbousquet

« Il n'y a rien de commun entre nous, les juifs méditerranéens, et ces grossiers mangeurs de choucroute qui peuplent l'Autriche et l'Allemagne » : c'est ainsi qu'un des protagonistes de *Flammes juives* (1936), roman de Camille Marbo, exprime une distinction répandue au sein de l'imaginaire juif français depuis Armand Lipman et Fernand Corcos entre « judaïsme latin » et « judaïsme slave ». Repris par Jérémy Guedj dans *Le miroir des désillusions, les Juifs de France et l'Italie fasciste (1922-1939)*, cet exemple illustre la valorisation de la latinité du judaïsme, qui regroupe dans une même appartenance Juifs italiens et français et présente l'Italie comme un modèle d'assimilation à suivre. Selon Jérémy Guedj, il s'agit d'un véritable transfert culturel construisant une « mémoire italienne des Juifs de France » et conditionnant le regard porté par les Juifs français sur l'Italie fasciste. L'auteur l'insère dans un enchevêtrement de représentations, où l'objet « fascisme » n'est pas isolé des regards sur l'Italie (son histoire, sa culture), les Italiens, le judaïsme italien, l'Église. Cet ouvrage a ainsi le mérite de replacer l'opinion juive dans la longue durée des relations entre le judaïsme français et l'Italie. S'y ajoute la diversité des opinions exprimées au sein du judaïsme français avec, comme toile de fond, les inquiétudes face à l'antisémitisme et au fascisme français. L'objet est donc éminemment polymorphe, même si une tendance majeure parmi ces opinions se dégage : celle de l'aveuglement, voire de la complaisance envers le fascisme jusqu'en 1938.

Partant de ce constat, Jérémy Guedj soulève une question de recherche pertinente : comment expliquer que les Juifs français, attachés pour des raisons historiques aux valeurs républicaines et humanitaires, aient été neutres, voire parfois bienveillants envers l'Italie fasciste participant ainsi au « mythe du bon Italien¹ » ? La clé de compréhension réside dans le « moment italien du judaïsme français », c'est-à-dire l'admiration par les Juifs français depuis la fin du XIX^e siècle pour un modèle italien perçu comme une assimilation réussie, une parfaite fusion entre judéité et latinité. Pour les Juifs français, cette assimilation aboutie expliquerait l'absence d'antisémitisme en Italie. L'objectif profond de cette représentation répandue se laisse ici entrevoir : il s'agit d'un discours performatif visant à convaincre ceux qui en doutent (juifs et non-juifs) que la complète intégration des Juifs à la Nation est possible et souhaitable. C'est en ce sens que les représentations de l'Italie fasciste ont un effet miroir pour le judaïsme français : reflet des enjeux français et projection des attentes du judaïsme français ; un espoir d'abord, des inquiétudes ensuite. La construction d'une image de Juifs italiens dessine en filigrane les contours d'une

¹ Sur ce mythe des Italiens *brava gente* : David Bidussa, *Il mito del bravo italiano*, Milan, Il Saggiatore, 1993.

définition de la judéité française par elle-même.

Ainsi, l'objet d'étude de ce livre se décline en plusieurs strates. L'auteur insiste sur trois d'entre elles, en partant d'une histoire des représentations extérieures du fascisme italien dans la lignée de l'étude pionnière de Pierre Milza sur l'opinion française et le fascisme italien², étudiée ici sous l'angle religieux. Cela le porte ensuite à étudier les relations intercommunautaires juives à l'échelle méditerranéenne qui restent encore peu connues pour la période. Enfin, le dernier aspect et le plus central, celui de l'opinion juive, permet selon l'auteur de saisir une identité juive et d'interroger la part du prisme religieux et identitaire. Si Jérémey Guedj suit principalement un découpage chronologique reflétant le contexte européen de l'entre-deux-guerres, il pose dans une première partie le cadre de « l'univers mental » des Juifs français, les tendances récurrentes et les mutations du regard sur l'Italie en matière de religion, de politique et de culture. L'admiration pour l'Italie et pour le modèle latin d'assimilation explique en grande partie l'opinion juive française sur le fascisme. Face au changement de régime, la plupart des Juifs français tendent à rechercher la continuité d'une expérience assimilationniste louée : « Mis à part les plus progressistes, les Israélites français considéraient le fascisme de manière assez neutre, une neutralité bienveillante quelquefois, qui ne tournait toutefois jamais à l'admiration. » La figure de Mussolini suscite néanmoins des réactions plus passionnées et tranchées, entre louanges et critiques. *Le Droit de vivre* le surnomme ainsi « le Père Fouettard ». De manière générale, le prisme religieux et identitaire se révèle conséquent : l'opinion juive s'engage peu sur les questions politiques et privilégie avant tout les thèmes religieux. Seuls certains intellectuels juifs (André Suarès, Benjamin Crémieux) et les courants les plus ancrés à gauche (la Ligue internationale contre l'antisémitisme – LICA – à partir de 1928) témoignent d'un engagement véritablement politique et critiquent ouvertement le régime de Mussolini. Mais ils demeurent minoritaires au sein de l'opinion juive française. Comment l'auteur parvient-il à appréhender cet univers mental ? Pour restituer toutes les dimensions imbriquées de la judéité, il varie les échelles de problématisation en exploitant une grande diversité de sources : essais, mémoires et pamphlets, mais aussi sources manuscrites d'un groupe ou d'une organisation (lettres, rapports) et autres documents non destinés à la publication, et surtout les archives de l'Alliance israélite universelle en raison de la présence de comités en Italie, Libye et Tunisie. La presse communautaire, encore peu exploitée par l'historiographie, est ici abondamment citée. Cette source foisonnante est spécifique en ce qu'elle répond à un « besoin identitaire » (Catherine Nicault³) : selon l'auteur, « c'était donc bien à travers le prisme de la judaïcité, au sens de manière collective d'être juif, que la presse israélite livrait les informations à ses lecteurs ». En dépit de ce prisme, la diversité règne au sein du judaïsme communautaire, comme en témoignent les cinq titres de presse dépouillés intégralement par l'auteur. Si l'hebdomadaire *Samedi* exprime une tendance sioniste révisionniste, l'organe de l'Alliance israélite universelle, *Paix et Droit*, est quant à lui antisioniste.

² Pierre Milza, *L'Italie fasciste devant l'opinion française, 1920-1940*, Paris, Armand Colin, 1967 ; réédité sous le titre *Le fascisme italien et la presse française, 1920-1940*, Bruxelles, Complexe, 1987.

³ Catherine Nicault, « Introduction » au dossier « Aspects de la presse juive entre les deux guerres », *Archives juives*, n° 36/1, 1^{er} semestre 2003, p. 7-8.

L'hebdomadaire *Archives israélites* reflète les positions du judaïsme réformateur alors que *L'Univers israélite*, titre communautaire majeur à l'époque, reste attaché à la tradition. Enfin *Le Droit de vivre*, mensuel de la LICA, exprime une forte opposition aux fascismes ; l'engagement politique de son président Bernard Lecache est d'ailleurs critiqué par les autres titres communautaires.

À partir de ce cadre, Jérémie Guedj a pu distinguer trois scansion chronologiques. Les années 1920 sont marquées par une forme de neutralité envers le fascisme italien, neutralité permise par l'empreinte du modèle latin dans l'opinion juive. Déconstruisant l'image répandue dès les années 1930 d'une sorte d'allergie juive au fascisme, l'auteur affirme au contraire qu'« il n'existait pas de méfiance initiale des Juifs à l'endroit du fascisme ». L'adhésion d'une partie des Juifs italiens au fascisme est soulignée par la presse communautaire, ainsi que la possibilité de promotion offerte par le régime : certaines personnalités sont ainsi citées en exemple d'assimilation à l'image de Margherita Sarfatti, conseillère et compagne de Mussolini, à la tête de la revue *Gerarchia*. Les opinions exprimées par les Juifs français sont évidemment contrastées, certaines soulignant le caractère dictatorial du régime ou encore les revirements incertains de la politique extérieure de Mussolini, mais l'heure n'est pas à l'inquiétude. Cette vision sereine est liée au philosémitisme affiché du régime fasciste : déclarations favorables au sionisme en Palestine et réorganisation du culte juif italien dans le sillage des accords de Latran sont vivement saluées par l'opinion juive française. Jérémie Guedj a également le mérite de traiter les incidents antisémites de Tripoli en 1923 et de Tunis en 1926 : si ces épisodes inquiètent ponctuellement l'opinion juive française, cette dernière les détache complètement des décisions prises à Rome. Dans un second temps, les années 1933-1935 marquent un tournant en raison d'une politique extérieure italienne devenue plus explicitement belliciste et conduisant à l'« européanisation de la question italienne dans l'opinion juive française ». En ce sens le milieu des années 1930, plus que 1922, marque une rupture dans l'opinion juive française sur l'Italie. Dans le contexte de la montée du nazisme, des inquiétudes émergent et le fascisme italien est de plus en plus interrogé au regard des fascismes français et de leur antisémitisme. Le Congrès international fasciste de Montreux en 1934, refusant de condamner l'antisémitisme, sème le doute dans l'opinion juive. Enfin, les années 1935-1939 voient se concrétiser une désillusion progressive renforcée par la guerre d'Éthiopie, plus encore par la guerre d'Espagne, puis par le choc des lois raciales à l'automne 1938. Ces lois sont perçues par les Juifs français comme un article d'importation allemand. Cependant, plus qu'une désillusion envers le fascisme, il s'agit avant tout de l'effondrement du modèle latin et de l'idée que l'assimilation par la latinité protège de l'antisémitisme. Dans un contexte annonçant la guerre, les Juifs français sont profondément divisés : si certains avancent l'idée d'une rupture avec la sœur latine, d'autres soutiennent la neutralité. Toutes les opinions reflètent néanmoins avec désenchantement la fin de ce moment italien du judaïsme français.

L'étude proposée par Jérémie Guedj embrasse une grande diversité de représentations, dessine des tendances générales mais souligne également des cas plus isolés par un subtil jeu d'échelles : l'individu, le groupe, la communauté, le contexte national et européen. L'ouvrage s'inscrit de plus dans une histoire transnationale qui renouvelle aujourd'hui les études sur l'antisémitisme, bien trop souvent limitées à un cadre national. Il contribue enfin à la tendance récente de

relecture du fascisme italien par la question de l'antisémitisme, même si certains historiens pointent un risque de loupe grossissante dans cette démarche⁴. Il est évident que les thèmes de l'antisémitisme et du judaïsme n'épousent pas l'ensemble des facettes du fascisme italien et c'est à juste titre que Jérémy Guedj évoque le « prisme d'une spécificité » à propos de l'opinion juive. Cette notion d'opinion juive est une des pistes de réflexion les plus stimulantes de l'ouvrage, obligeant l'historien à penser les contours de deux notions complexes : la judéité et l'opinion. Concernant la judéité française, Jérémy Guedj choisit une définition large, dans la lignée de Michel Winock, qui ne se limite pas aux cadres communautaires : « une option personnelle et/ou une désignation extérieure⁵ ». L'étude est circonscrite aux Juifs français même si l'exemple des Juifs étrangers en France est ponctuellement convoqué, ouvrant ainsi une future piste de recherche. La notion d'opinion offre quant à elle un dépassement des thèmes précis de l'ouvrage et interroge le travail même de l'historien. L'auteur prend soin de distinguer l'opinion juive de la population juive : la première n'est pas l'équivalente de la seconde même si elle est révélatrice de certains codes et de normes identitaires. Reprenant les réflexions de Pierre Laborie, l'ouvrage définit l'opinion juive comme l'expression d'une « position dominante⁶ » au sein d'un groupe hétérogène. Si cette notion est encore débattue, elle permet d'étudier les interactions au sein d'une société, mais reste à en mesurer la sincérité. Pour Jérémy Guedj, l'opinion est une construction sociale de la pensée individuelle des Juifs français, un « reflet de leur expression dans l'espace public ». L'intimité de la pensée, le for intérieur resteront-ils ainsi des objets inaccessibles pour l'historien ?

⁴ Par exemple : Alberto Cavaglion, *Ebrei senza saperlo*, Naples, L'Ancora del Mediterraneo, 2003, cf. les commentaires de Marie-Anne Matard-Bonucci, « Fascisme, antisémitisme. Regards sur une historiographie en devenir », dans *Laboratoire italien*, 11-2011, ENS Éditions, p. 186.

⁵ L'auteur se réfère à Michel Winock, *La France et les Juifs de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 8.

⁶ Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 18, avril-juin 1988, p. 103-104.